

EDITORIAL



Par Jean-Guillaume Gourlain
Secrétaire fédéral à la Communication

Transparence et vérité en politique

Aujourd'hui, plus qu'hier nous avons besoin de communiquer et d'informer. La communication passe avant tout, à mon sens, par la volonté de dire la vérité sur des faits, sans rien cacher.

Ces dernières années, nous avons eu le sentiment que la vérité et la politique étaient en assez mauvais termes. Le tout dans une opacité totale, faisant paraître la "bonne foi" comme incompatible avec les vertus politiques. Ces dix dernières années, avec les conservateurs au pouvoir, nous avons même eu le sentiment que les mensonges étaient considérés comme des outils nécessaires et légitimes, non seulement à l'activité politique, mais aussi à la fonction d'Homme d'Etat.

C'est par un discours de rupture d'avec ces principes peu vertueux que François Hollande a été élu, sur une volonté de rendre la République irréprochable.

C'est pourquoi le choc de l'affaire « Cahuzac » restera pour longtemps dans la mémoire collective. Elle a été vécue par toutes et tous, comme une blessure, un manquement grave au devoir. Nos concitoyens ont alors pu penser que la "République irréprochable" n'était que promesse vaine, voire que "la vérité impuissante [serait] aussi méprisable que le pouvoir insoucieux de vérité" (Hanna Arendt).

Ce triste moment de la vie politique doit nous faire réfléchir... Comment éviter que cela se reproduise ? Le gouvernement, en annonçant sans attendre des mesures concrètes sur la moralisation de la vie politique, a à mon sens, permis d'y répondre en partie. Le fait de communiquer pour montrer notre indignation et notre révolte (au niveau national comme au niveau local), plutôt que de se taire, nous a aussi permis de conserver notre crédibilité.

Mais l'arme qui permettra de lutter le plus efficacement contre le mensonge et les "manœuvres frauduleuses" est la transparence. Les opposants à la transparence nous parlent de discrétion et de protection de la sphère privée... tentant ainsi de s'y dérober. Il faut se rendre à l'évidence, l'élu est avant tout un Homme public, et de ce fait, il a le devoir de rendre compte à ses électeurs d'un certain nombre de choses... Il n'y a pas de voyeurisme là-dedans, juste un droit à l'information.

Notre démocratie a autant besoin de sincérité et d'efficacité que de transparence et de vérité. François Hollande et le gouvernement l'ont compris, et, les propositions faites porteront leurs fruits. La rupture d'avec "l'ancien régime" a lieu, le changement est en marche ! C'est pourquoi, je vous invite à être "fiers d'être Socialistes".

BREIS : L'union régionale du PS renouvelle sa présidence

Le samedi 23 mars à Pontivy, les membres du BREIS, l'Union régionale du PS, se sont réunis pour élire un nouveau président, Michaël Quernez, et pour dégager les axes de travail et les perspectives du bureau régional pour cette nouvelle mandature...

Le BREIS, Bureau régional d'études et d'information socialistes, est composé d'un président élu par ses pairs, des premiers secrétaires fédéraux des quatre fédérations de la Bretagne administrative, des élus (conseillers régionaux, parlementaires) et de membres désignés par leurs motions lors du dernier congrès.

L'objet de cette réunion était d'élire un nouveau président à la tête de l'instance régionale, créée en 1979 sous le nom d'Union Régionale du Parti Socialiste. Bernard Poignant, qui souhaitait passer la main, a donc laissé sa place, à l'unanimité, à Michaël Quernez - Vice-président du Conseil général du Finistère et conseiller général du



Une partie du bureau du BREIS - assis : Pierre Pouliquen (56), Bernard Poignant et Michaël Quernez, ancien et nouveau président du BREIS. - debouts : Richard Ferrand (Président du groupe de Gauche au CR), Marc Coatanéa(29), Emmanuel Couët (35). - Vincent Le Meaux (22) absent.

canton de Quimperlé. De nombreux conseillers régionaux et parlementaires étaient présents, dont Pierrick Massiot, Odette Herviaux, Jean-Jacques Urvoas, Isabelle Thomas, Jean-Pierre Le Roch, Richard Ferrand...

Dans un contexte de forte mobilisation du monde agricole et

agroalimentaire, les échanges ont porté sur de nombreux enjeux qui se posent aujourd'hui aux socialistes bretons et ont permis de fixer des axes de travail.

Michaël Quernez a retenu le principe d'une journée sur la décentralisation avant l'été, puis à une réflexion sur l'Europe conduite d'ici l'automne. Un groupe s'est d'ores et déjà constitué, autour d'Isabelle Thomas et de

représentants de chaque fédération bretonne, pour travailler à une proposition de résolution, dans le cadre de la Convention Europe du PS et de la perspective des élections européennes de 2014.

Michaël Quernez sera l'un des invités à la Fête de la Rose le 1^{er} mai à Inzinzac-Lochrist.

Fête de la Rose
à Inzinzac-Lochrist
Mercredi 1^{er} mai 2013 - 16h00
Ancienne Halle des Forges - Parc de Locastel

16h00 : Débat d'actualité
"Santé au travail : enjeu de société ?"

Michel PETITOT - Spécialiste de la santé au travail et de la prévention des risques professionnels
Patrice BRISSON - Secrétaire général FNATH 29/56 - Fédération Nationale des Accidentés et Handicapés
Philippe NOGUÈS - Député de la 6^{ème} circonscription - Président du groupe d'étude parlementaire sur la RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises)
Animé par **Elisabeth PÉDRONO-JOUNEUX** - Secrétaire fédérale à la Santé et au Handicap

17h30 : Interventions politiques

Jean-Jacques URVOAS - Député du Finistère - Président de la Commission des Lois
Michaël QUERNEZ - Président du BREIS, Vice-Président du Conseil général du Finistère
Philippe NOGUÈS - Député de la 6^{ème} circonscription du Morbihan
Pierre POULIQUEN - Premier secrétaire fédéral
Yves PÉRAN - Secrétaire de section et **Jean-Pierre BAGEOT** - Maire d'Inzinzac-Lochrist

19h00 : Apéritif, suivi du repas (10€ - inscriptions sur place)

Renseignements : fede56@parti-socialiste.fr et au 02 97 84 84 55

Le Programme de la formation militante au mois de mai

Mercredi 1^{er} mai - 16h lors de la Fête de la Rose - **Inzinzac Lochrist** Débat d'actu "Santé au travail" avec Patrice Brisson (FNATH), Michel Petitot (spécialiste de la santé au travail) et Philippe Noguès député de la 6^{ème} circonscription et président du groupe d'étude parlementaire sur la RSE, animé par Elisabeth Pédrone-Jouneaux - SF à la Santé et au Handicap

Mardi 21 mai - Questembert - 20h30 Soirée formation pour tous les militants : **Projet municipal et inter-communalité avec Paul Paboëuf** - Maire et Président de la communauté de communes de Questembert

Samedi 25 mai - Fédération - 9h à 17h Journée formation niveau 2 "Psychologie politique et analyse du discours" animé par Alain Houllou Réservé aux participants ayant suivi le niveau 1, sur inscription à la Fédé

Judi 30 mai - Vannes - 20h30 - Palais des Arts et des Congrès Soirée formation pour tous les militants : **Projet municipal et urbanisme, aménagement du territoire** avec Jo Forès, 1^{er} adjoint de Ploemeur à l'urbanisme et au développement durable et Yves Lebahy - Géographe

Convention Europe : les débats commencent

Une Convention nationale sur l'Europe se tiendra le dimanche 16 juin à Paris. A un an des élections européennes, cet événement va fixer les fondements de la réorientation de l'Europe que les socialistes français souhaitent porter.

Les coprésidents de la Convention nationale, Catherine Trautmann et Jean-Christophe Cambadélis, ainsi que les rapporteurs généraux, Estelle Grelier et Jean-Louis Bianco, ont piloté cinq groupes de travail thématiques dont les textes ont vocation à lancer le débat dans nos fédérations et nos sections.

À ce stade, ces documents n'engagent pas le parti, mais ils fournissent une première occasion à tous les militants de se saisir de questions majeures pour l'avenir des Européens. Face à la droite conservatrice dominante au Parlement européen qui a affaibli l'Union européenne et aggravé la crise dont souffrent les peuples, il faut maintenant nous mobiliser pour réorienter et relancer l'Europe en faveur de la croissance durable, de l'emploi, de la solidarité. C'est le sens de l'action engagée par François Hollande depuis son élection à la présidence de la République. C'est le sens de la mobilisation du Parti socialiste, en France et au sein du PSE.

RENCONTRE - FÊTE DE LA ROSE

Le travail, c'est la santé ?

Ce vieil adage ne semble pas toujours d'actualité. Nous avons interrogé Michel Petitot qui interviendra le 1^{er} mai au débat d'actu sur la "Santé au travail : enjeu de société ?" à Inzinzac-Lochrist, lors de la Fête de la Rose (voir page 1). Ce spécialiste de la santé des conditions de travail est membre de la CFE-CGC Santé et siège dans les instances régionales et nationales de prévention des risques professionnels.

Depuis quand parle-t-on de santé au travail ?

Antérieurement nous parlions de médecine du travail, depuis 2010 le changement d'appellation prend en compte une entité pluridisciplinaire avec de nouveaux métiers, en plus des médecins : ingénieurs, toxicologues, psychologues du travail, infirmières, ergonomes... Au-delà du changement d'appellation, c'est un changement d'approche, de politique et de méthodes. Nous passons d'un système médicalisé à un système pluridisciplinaire toujours animé par un médecin du travail. Le but est d'améliorer la prévention, éviter toute altération de la santé et promouvoir le plus haut degré de bien-être physique et moral (définition de l'organisation mondiale de la santé). C'est le fondement éthique et déontologique de l'approche de cette discipline.

Quels sont les grands enjeux ?

Il faut d'abord réduire l'usure au travail et maintenir le travailleur dans l'emploi. Il existe un plan national santé travail, décliné en plan régional santé travail piloté par l'Agence Régionale de Santé (ARS). Les axes majeurs de ces plans sont les suivants : améliorer les connaissances en santé au travail, poursuivre la prévention des TMS (troubles musculo-squelettiques), des risques psycho-sociaux et des risques chimiques dont les risques cancérogènes.

Que peut-on attendre en terme de politique publique pour améliorer l'état de la santé au travail ?

Il faudrait développer une véritable politique de santé au travail. La situation dans les entreprises est difficile et très différente en fonction des branches et des postes. Les dernières études montrent que les

secteurs les plus touchés par les risques psycho-sociaux sont les associations et les services médico-sociaux. Par ailleurs une autre particularité prouvée aujourd'hui est le caractère pluri-factoriel des risques. Par exemple, le stress génère les TMS, mais en dehors de l'entreprise, nous pouvons aussi être soumis au stress. D'où l'importance de regards croisés sur la santé pour la prise en charge des pathologies.

En conclusion pour aider les personnes à travailler le plus longtemps possible dans de bonnes conditions, la prise en charge pluridisciplinaire de la santé au travail est indispensable à mettre en œuvre pour tous les travailleurs. C'est un enjeu politique majeur.

Propos recueillis par Claudine de Brassier - SF à la Formation militante

Les premiers des socialistes désignés dans 5 communes du Morbihan les 16 (et 23) mai

La proposition du Conseil fédéral du PS du Morbihan, du 4 mars dernier, d'avancer le calendrier de désignation des premiers des socialistes dans les communes d'Auray, Guidel, Lanester, Pontivy et Vannes a reçu un avis favorable de la part de la commission nationale du PS de préparation des municipales 2014, en particulier sur les deux villes de plus de 20 000 habitants : Vannes et Lanester. Cette procédure de vote n'est exigée que pour les communes de plus de 10 000 habitants.

Rappelons que dans le calendrier national, ces désignations devaient normalement intervenir au mois d'octobre (calendrier maintenu pour les autres communes de plus de 10 000 habitants du département). Cette anticipation de calendrier vise, selon le cas, à donner plus rapidement mandat de chef de file légitime lorsque plusieurs candidatures s'expriment, ou pour pouvoir engager les discussions avec une tête de liste ou les partenaires non PS, sur le projet et la constitution des listes en cours.

Le dépôt des candidatures est ouvert jusqu'au mercredi 24 avril à minuit. Le vote des adhérent-e-s électrices des communes concernées, pour départager les candidat-e-s, interviendront les jeudi 16 mai (1^{er} tour) et 23 mai (deuxième tour éventuel - scrutin uninominal majoritaire à deux tours). Le corps électoral est constitué des personnes ayant adhéré au plus tard au 31 décembre 2012. Il faut être à jour de cotisations pour voter.



Adoption du scrutin binominal : la Parité dans les conseils départementaux devient réalité

Le Parti socialiste du Morbihan se réjouit de l'adoption par l'Assemblée nationale du scrutin binominal pour l'élection des conseillers départementaux. Avec seulement 13,8% de femmes élues aux dernières élections cantonales, il était urgent d'agir afin d'y instaurer la parité.

L'engagement du président de la République de garantir la parité dans les conseils départementaux est désormais tenu. Alors que la droite avait choisi, avec l'instauration du conseiller territorial, de rendre plus difficile l'accès des femmes aux mandats locaux, la gauche se place résolument dans le camp de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le scrutin binominal permet à la fois de garantir la parité et de maintenir la proximité des futurs conseillers départementaux avec les citoyens. Le redécoupage des cantons qu'il implique était une nécessité : la carte des cantons doit, depuis longtemps, être mise en adéquation avec l'évolution de la démographie de ces territoires afin que l'égalité des citoyens devant le suffrage universel soit garantie.

Le Parti socialiste du Morbihan se félicite également de l'abaissement de 3.500 à 1.000 habitants du seuil au-delà duquel les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste. Le projet de loi étend ainsi le champ d'application de la contrainte paritaire, véritable chance pour notre département rural qui compte 261 communes.

Seulement 32,2% de femmes avaient été élues dans les communes de moins de 3.500 habitants en 2008.

Le vote de ce projet de loi représente un progrès démocratique indéniable et illustre la détermination des socialistes à faire de la parité un élément central de la modernisation de nos institutions.

Annaïg Le Moël-Raffik
SF à l'Égalité et la Laïcité

Loi de refondation de l'Ecole Formation et débat avec le Secrétaire national

Lundi 15 avril, la Fédération organisait un débat sur la loi de refondation de l'Ecole à la salle Jean Vilar de Lanester. Une centaine de militants et de sympathisants avait répondu présent. Laure Detrez, secrétaire fédérale à l'Education, a présenté les objectifs de cette soirée : présenter et débattre de toute l'étendue de ce projet de loi majeur du début du quinquennat et aussi de l'évolution des rythmes scolaires qui se mettra en œuvre dès septembre 2013 dans certaines communes.

"Nous avons fait le choix de donner tous les moyens à l'école et l'éducation". C'est en appui de cette déclaration de François Hollande du 23 janvier dernier que Emeric Bréhier, secrétaire national, a engagé les débats en rappelant que l'ambition du projet était de renforcer les

fondamentaux du système éducatif et de réduire de moitié le nombre de jeunes sortant du système éducatif sans qualification.

Priorité au premier degré, scolarisation des moins de trois ans, réduction des inégalités territoriales, service public du numérique, formation des enseignants, rénovation des programmes, créations massives d'emplois. Si la réforme des rythmes



À la tribune : Laure Detrez, Emeric Bréhier, Monique Danion et Pierre Pouliquen (absente sur la photo : Sabrina Bernard).

scolaires en primaire n'est pas dans le dispositif législatif, il n'en reste pas moins un élément majeur pour lutter contre la difficulté scolaire.

Monique Danion, maire de La Vraie-Croix, accompagnée de son adjointe aux affaires scolaires Sabrina Bernard, a apporté son témoignage sur la mise en place des 4,5 jours dans sa commune. "L'enfant au cœur de notre projet et

la lutte contre les inégalités sociales", tels sont les deux axes majeurs qui guident l'action de l'équipe municipale.

De nombreuses questions ont animé le débat qui a suivi : les projet éducatifs territoriaux, l'évaluation des élèves, l'école du socle commun de compétences, la place des animateurs et de l'éducation populaire auprès de l'école,

la formation des enseignants, le statut des directeur-trice-s, ont été parmi les sujets évoqués.

Emeric Bréhier et Pierre Pouliquen ont conclu en rappelant que le gouvernement, à travers cette loi de refondation, réaffirme l'engagement de l'Etat à compenser les inégalités territoriales et permettre à tous les jeunes d'obtenir une qualification.



Les Jeunes socialistes du Morbihan

Démasquons les idées du Front national

Il y a 11 ans, après le 21 avril 2002 et les 4 804 713 voix de Jean-Marie Le Pen, des milliers de jeunes se sont mobilisés pour dénoncer et combattre la présence de l'extrême droite au second tour des élections présidentielles. En 2012, la candidature de Marine Le Pen a rassemblé 6 421 773 de bulletins lors des élections présidentielles, dont 18% de jeunes.

Nous devons prendre conscience de cette progression, en nous mobilisant pour affirmer les valeurs de la République et être en capacité d'analyser les caractéristiques des électeurs de Marine le Pen.

En effet, depuis la dédramatisation que Marine Le Pen tente d'orchestrer, l'électorat du FN évolue. Dorénavant, ce parti d'extrême droite se dirige vers les victimes d'inégalités sociales, celles qui sont au chômage, qui envient les allocations des autres, qui vivent dans des quartiers en difficultés ou dans les milieux ruraux, là où l'Etat et les services publics n'ont pas été assez présents ces dernières années. Ainsi, il est de notre responsabilité au côté de François



Hollande de répondre à cette détresse sociale, de se mobiliser pour l'égalité afin que chacun soit protégé et non pas stigmatisé en raison de son lieu de vie, de son origine ou de sa croyance.

Aussi, en tant que militantes et militants de gauche, animés par des valeurs humanistes et républicaines, nous devons être en capacité d'apporter des éléments pour démasquer les idées et les mensonges de Marine Le Pen auprès de toutes celles et ceux qui seraient tentés par l'extrême droite. Allons auprès de cette population pour lui dire que voter Marine le Pen c'est voter pour le démantèlement des droits des femmes, favorisé par le non-remboursement de l'IVG, par l'inaction en faveur de l'égalité salariale ou encore par le revenu parental qui nuira à l'égalité entre les sexes.

Allons également auprès de ces citoyens pour leur expliquer les conséquences de la sortie de l'euro

qui entraînerait le doublement du prix de l'essence, la baisse de la consommation, des salaires, l'augmentation du chômage.

Enfin parmi toutes les inepties du Front National, expliquons à la population que voter Marine Le Pen c'est attaquer la Déclaration des Droits de l'Homme qu'elle bafoue avec la mise en œuvre de la préférence nationale, l'interdiction de la double nationalité ou encore la fin du droit de grève pour tous.

Nous sommes donc face à une double responsabilité qui doit se concrétiser par notre action gouvernementale au service de la population afin de recréer un lien de confiance entre les Français et la politique, mais également par un devoir de vérité pour démasquer avec conviction et pédagogie les idées de l'extrême droite qui se développent en France et en Europe.

Sébastien Jéhanno
Animateur Fédéral

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Lundi 22 avril - Vannes

Réunion entre le Groupe de gauche du CG et le groupe socialiste de la Région

Mardi 23 avril - Vannes

Réunion du groupe de gauche

Mardi 23 avril - Locminé-Baud

Rencontre avec la section

Mercredi 24 avril - Paris

Réunion de bureau de l'association des pays de France à Paris et inauguration de l'exposition "énergie bretonne"

Judi 25 avril - Rennes

Commission permanente de la Région

Judi 25 avril - Pontivy

Réunion du Conseil fédéral

Samedi 27 avril - Pontivy

Réunion bureau du Breis à Pontivy

Lundi 29 avril - Rostrenen

Réunion avec le président de Région

Lundi 29 avril - Sarzeau

Rencontre avec la section

Mardi 30 avril - Larmor-Baden

Réunion du groupe de gauche à Berder

Mercredi 1^{er} mai - Inzinzac-Lochrist

Fête de la Rose du PS

Judi 2 mai - Rennes

Réunion de bureau de la Région

Judi 2 mai - Vannes

Commission culture sport du CG

Samedi 4 mai - Meslan

Permanence CG

Lundi 7 mai - Vannes

Commission administrative paritaire du CG

Agenda de la Fédération

Réunion du Conseil fédéral

Judi 25 avril 2013 - 20h30
Palais des Congrès de Pontivy

Agenda des sections

Réunion de section - Lorient

Judi 25 avril 2013 - 18h30
Cité Allende

Réunion de section - Vannes

Mardi 7 mai - 20h30
AG de présentation
des candidatures pour l'élection
du-de la premier-e des socialistes

Ils-Elles nous ont quittés...

La section de Lorient tient à rendre hommage à Elisabeth Tanguy qui nous a quittés il y a quelques jours. Elisabeth nous avait rejoints à l'occasion de la Primaire de 2006, puis avait participé à toutes les campagnes électorales de ces dernières années.

En ce moment douloureux pour sa famille, nous avons une forte pensée pour sa fille Glenn.

Laurent Tonnerre
Secrétaire de la section de Lorient

Actualité

Ils sont tous barjots !

La loi sur le mariage pour tous est en train de rendre complètement barjot la droite républicaine, qui s'associe, toute honte bue, avec les tenants des groupuscules fascistes qui s'opposent traditionnellement à toutes les évolutions de la société, en matière de mœurs en particulier.

Car entendre la Barjot et Christine Boutin en appeler presque à l'insurrection populaire n'est pas sans rappeler les appels de ligue fasciste dans les années 30. On attend avec impatience que les dirigeants de l'UMP prennent leurs distances vis-à-vis de ces excités et condamnent très clairement ces atteintes aux conventions démocratiques.

Il est vrai qu'en terme de déontologie et de rigueur et au vu de l'action engagée pour l'élection de sa présidence sur fond de tricherie, l'UMP et son président n'ont guère fait preuve d'un profond attachement au processus démocratique et se trouvent, par la même, un tantinet discrédités quant aux critiques acerbes prononcées contre le gouvernement.

Sur le fond du problème, les multiples incidents liés au vote de la loi sur le mariage pour tous qui mêlent catholiques intégristes et ultra radicaux d'extrême droite devraient être dénoncés par l'UMP, qui semble cautionner ces agissements, alors qu'il serait loisible pour eux de dire qu'ils annuleront cette loi s'ils devaient revenir au pouvoir.

Mais dans cette affaire, comme dans d'autres, cette radicalisation trouve son fondement sur le rejet de la légitimité de la gauche au pouvoir par une large partie de la droite qui souhaiterait que la rue vienne corriger le verdict des urnes. Il faut donc rappeler à Jean-François Copé et ses affidés que le projet de loi sur le mariage pour tous faisait partie du programme de François Hollande et que le débat a été tranché par son élection. Que cela ne fasse pas plaisir à l'UMP et à ses amis n'est donc pas le problème. Les deux chambres ont voté en première lecture le texte et il n'y a donc pas à y revenir sauf rejet par le Conseil constitutionnel.

Alors donc Messieurs et Dames de la droite retrouvez votre bon sens et arrêtez de pousser les ultras qui ont pour effet de conforter un climat homophobe qui a tendance à se développer dans notre pays, la situation est déjà assez difficile sans en rajouter par pure idéologie.

Le Cormoran

VIE DES SECTIONS

L'ESS, pour une économie ancrée dans les territoires

Le samedi 30 avril dernier, la section de Belz organisait son premier Forum social. En écho au Forum Social Mondial qui se tenait le même jour à Tunis, l'équipe de la section avait choisi de mettre en avant le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire. Car nous croyons à l'économie si elle met l'homme au centre des préoccupations, il nous a semblé important de la mettre en lumière.



Solidaire qui devrait acter la transformation de la définition de l'ESS, non plus par les statuts de la structure mais par la nature de son projet.

Enfin, la section a terminé la journée par son désormais traditionnel repas républicain durant lequel débats et bonne humeur ont faits bon ménage.

Nicolas Debéthune
Secrétaire de la section de Belz
SF à la Formation professionnelle

L'ESS, c'est quoi, c'est qui ?

Loin d'être une lubie d'intellectuels, l'économie sociale et solidaire irrigue déjà nos territoires. Associations, mutuelles, fondations, scops sont autant de facettes de ce secteur et la volonté première était de montrer à nos concitoyens combien l'économie locale en est pourvue. C'est donc la forme d'un Forum Social qui a été retenue.

Durant tout l'après-midi, une dizaine de structures ont ainsi pu accueillir les visiteurs et expliquer leur nature, leur démarche, leurs valeurs. Les exposants ont aussi profité de ce moment pour échanger entre eux, voire faire connaissance, car même en étant sur le même territoire, tous ne se connaissent pas.

Pour donner une idée de la diversité des acteurs présents voici leur liste :

- C2Sol : le pôle de développement de l'ESS en pays de Lorient
- Ordi zen : une entreprise de réparation informatique sous forme de SCOP
- Bretagne Sud TV : une web télé sous forme de SCIP
- Fleur de bouchon : une association de collecte de bouchons plastiques qui les vend ensuite au profit d'action humanitaires, dont Ria pour tous
- Ria pour tous : une association de

copropriété d'un bateau électrique accessible aux personnes handicapées basée à Etel

- Pêche et développement : un comité pour une pêche durable

- L'AMAP de la Ria

- Book hémisphère : une entreprise d'insertion par l'emploi qui collecte et traite les vieux livres

- Chantier prop' : une autre entreprise d'insertion par l'emploi spécialisée dans le nettoyage de chantiers et le recyclage des déchets

- Le Secours Populaire

L'ESS, de l'emploi local

En deuxième partie d'après-midi, Julien Jambet de C2Sol est intervenu sur le thème

"La place de l'humain dans l'économie : l'ESS reverse la tendance".

Après avoir repris les bases de l'ESS et être revenu sur sa place dans le paysage économique breton et morbihannais (144 000 emplois en Bretagne dont 30 000 en Morbihan !), il a

brossé les pistes d'avenir pour l'ESS, notamment l'arrivée prochaine d'une Loi sur l'Economie Sociale et

MARIAGE et ADOPTION : UN PREMIER ORPHELIN HEU-REUX !



Dessin de Michel Morisson - Section d'Auray

Le député de la 2^{ème} circonscription du Morbihan Philippe Le Ray qui, il y a peu encore, dénonçait devant ses électeurs les partis politiques, n'a pas tardé, une fois élu, à être attiré par les sirènes de l'UMP pour convoler avec le duo Copé-Fillon. Il vient en effet d'adhérer, en intégrant directement le conseil national et le bureau politique de l'UMP. On notera au passage le caractère démocratique du mode de désignation !

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient

Nom : Prénom :
Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Pierre Pouliquen
Rédacteur en chef : Tugdual Gautier
Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient
Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14
Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr
ISSN : 0996-1623
N° CPPAP : 0610 P11474
Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules Verne - 56530 QUEVEN

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr